1ère circonscription - 1er tour

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 MARS 1967 — CIRCONSCRIPTION DE RENNES-NORD



Charles FOULON
Professeur à la Faculté des Lettres
Médaille de la Résistance
Responsable du Comité Mitterrand
Secrétaire fédéral du P.S.U.
Candidat

LE PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ (P.S.U.)

appelle les Républicains à une bataille décisive
CONTRE la Dictature gaulliste et la Réaction
et POUR la construction d'une
DEMOCRATIE VERITABLE, POLITIQUE ET ECONOMIQUE



Albert RENOUF
Cheminot
Médaille de la Reconnaissance Sociale
Militant syndicaliste
Animateur sportif
Secrétaire fédéral adjoint du P.S.U.
Suppléant

Citoyennes, Citoyens,

Le 5 mars 1967, la France va voter.

Le 5 décembre 1965, la majorité de la Nation s'est prononcée contre le régime et sa politique.

C'est pourquoi, fidèle à sa mission, le Parti Socialiste Unifié a demandé une **candidature unique de toute la Gauche** dans chaque circonscription, autour d'un **programme commun.** Nous n'avons pu l'obtenir.

Cependant, grâce à des ententes nationales et départementales, nous avons adhéré à une plateforme commune de la Gauche, sur laquelle se fera le **désistement** en faveur du candidat de gauche **le plus favorisé** au premier tour.

Enfin, en accord avec la **Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste,** nous venons vous présenter un programme pour un **changement de politique.**

DOMAINE INSTITUTIONNEL. — LE P.S.U. DEMANDE, AVEC TOUTE LA GAUCHE :

— La suppression des articles 16 et 89 de la Constitution qui permettent le pouvoir personnel et même la dictature.

— Pour assurer la **stabilité,** dans la démocratie, un **contrat de législature,** qui lie la majorité démocratique au chef du gouvernement, pour la réalisation d'un programme. (Une majorité nouvelle, un gouvernement, un plan.)

— Le retour aux libertés essentielles, particulièrement aux libertés syndicales, odieusement bafouées chez Citroën **à Rennes.** — Des pouvoirs légaux aux comités d'entreprise. — La démocratisation de la télévision et de l'information.

DOMAINE ÉCONOMIQUE. Le P.S.U. est décidé à lutter contre les effets néfastes du Ve Plan et lui oppose des mesures constructives.

Chômage. — Le Gouvernement estime qu'il ne changera rien à son plan tant qu'il n'y aura pas 600 000 chômeurs. Il y en a 350 000 en France, et les exemples de **Bécherel,** de **Montreuil-sur-Ille** et de **Guingamp** prouvent que la Bretagne est déjà touchée.

Le P.S.U. demande :

— Le retour aux 40 heures sans diminution de salaires ; l'abaissement de l'âge de la retraite (60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes) ; la suppression des abattements de zones, qui sont injustifiés.

— La création de conseils économiques démocratiquement élus, avec représentation des catégories socio-professionnelles qui, nationalement et régionalement, prépareront et dirigeront l'exécution du plan, sous le contrôle des travailleurs et producteurs.

Logement. — Le régime a favorisé les logements chers, et diminué (de 13 000 en 1966) la construction des logements sociaux. Déjà **2 000 logements neufs** ne peuvent trouver acheteur **à Rennes.**

Nous demandons :

— La construction de 600 000 logements par an, dont 350 000 logements sociaux.

— La création d'un service national du logement, et la **municipalisation du sol à bâtir,** qui empêchera la spéculation.

Agriculture. — Le régime, aidé par le M.R.P., encourage les seuls gros propriétaires fonciers, et abandonne les petits agriculteurs. Nous demandons :

— L'aide aux petits agriculteurs par des prêts à long terme et à bas intérêt, qui leur permettront d'accéder à une propriété d'exploitation rentable et à l'agriculture de groupe.

— La démocratisation des S.A.F.E.R. et la location des exploitations acquises par les S.A.F.E.R. aux agriculteurs qui le demanderont.

— Un appui direct aux syndicats d'exploitants et aux coopératives agricoles, pour permettre que l'intégration ne dépouille pas les cultivateurs du produit de leur travail, et qu'ils conservent le contrôle de la commercialisation de leurs produits.

— La création, en grand nombre, d'établissements publics d'enseignement technique et agricole.

Coût de la vie. — Le régime a favorisé la hausse des prix et les salaires n'ont pas suivi. Le **P.S.U.** demande :

— L'augmentation du S.M.I.G. ; l'augmentation substantielle de la retraite des vieux travailleurs ; une fiscalité plus juste, qui frappe les gros revenus et les bénéfices des grosses sociétés.

— L'aide aux groupements d'achat de commerçants et de consommateurs.

Nationalisation. — Mais, également en accord avec les autres partis de la Gauche, le **P.S.U.** demande pour éviter les faiblesses et les erreurs du passé :

— La **nationalisation** des banques d'affaires et des monopoles de fait (sidérurgie — automobiles — produits chimiques).

DOMAINE SOCIAL. Le P.S.U. demande :

— Un service national de la **santé** ; la protection du **salaire féminin** par l'application du principe « à travail égal, salaire égal ».

— La création d'un service médico-social de **planning familial** et la suppression des lois qui l'interdisent.

— La démocratisation des **Maisons de jeunes et de la culture,** et une participation accrue des jeunes à la vie sociale.

ENSEIGNEMENT. — **Le P.S.U. demande** la priorité des priorités à l'Education Nationale ; l'application du programme du C.N.A.L. ; la démocratisation de l'enseignement ; des crédits accrus pour l'enseignement secondaire et technique, la recherche scientifique et les Universités ; la création d'un service national de l'enseignement, avec gestion tripartite à tous les échelons (représentants du gouvernement, enseignants, parents d'élèves ou étudiants).

DOMAINE INTERNATIONAL. — Malgré quelques gestes spectaculaires, et des voyages coûteux, la politique du gouvernement a été surtout caractérisée par la force de frappe et le mépris pour les organisations internationales. **Le P.S.U. demande :**

— La conversion catégorique de la **force de frappe.**

— L'élargissement démocratique de l'Europe par l'ouverture des conseils économiques aux représentants des **mouvements syndicaux.**

— L'entrée de la **Grande-Bretagne** et des démocraties **scandinaves** dans le Marché commun.

— La **paix au Vietnam** par le retour aux accords de Genève, la reconnaissance de la République démocratique du Vietnam et la neutralisation de l'Asie du Sud-Est.

— Un plan démocratique d'aide aux pays sous-développés pour éviter leur écrasement par les spéculateurs.

— Le désarmement simultané et contrôlé.

Voici ce que notre ami Pierre MENDÈS-FRANCE, homme d'Etat universellement respecté et qui appartient au P.S.U., nous écrit de Grenoble :

« Mon cher Camarade,

« J'apprends que le Parti Socialiste Unifié présente votre candidature à Rennes-Nord en accord avec les partis « et groupements de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, comme c'est aussi le cas à Grenoble.

« ....

« J'appelle donc les électrices et les électeurs de RENNES-NORD à rassembler leurs suffrages sur le nom de « Charles FOULON, qui représente, dans cette circonscription, les espoirs d'une Gauche unie et rénovée, pour la « réalisation d'une démocratie véritable, politique et économique à la fois.

« Bien amicalement à vous. »

Pierre MENDÈS-FRANCE.

Républicains, vous saurez vous Rassembler,

DES LE PREMIER TOUR, ASSUREZ LA VICTOIRE DE LA GAUCHE
EN VOTANT, ET EN APPELANT A VOTER LE 5 MARS PROCHAIN POUR

CHARLES FOULON — **ALBERT RENOUF**

Vive la France !

Vive la République Démocratique et Socialiste !

Vu, le candidat.

Imprimeries Réunies — Rennes